

ÉPISODE CÉVENOL 30

Décembre 2022

Un courant d'air et de rivière

Il faut cultiver notre jardin*

Que du bla-bla disait Gréta

Depuis le 28 juillet dernier, jour du « dépassement » nous vivons à crédit sur la planète Terre (1). Cela signifie que depuis cette date l'humanité a consommé l'ensemble de ce que la planète peut produire en un an sans puiser dans ses réserves qui sont limitées.

Le vivant, tout le vivant est menacé. Plus de 60% des espèces animales ont disparu en seulement 40 ans (2). La limitation de l'augmentation de la température à 1,5 degré, on n'en parle même plus. Nous nous trouvons incapables d'enrayer ce funeste processus, et ce malgré les bonnes intentions, les déclarations de tous les présidents, les préconisations de toutes les COP passées, présentes et à venir.

Et pour cause, ces COP sont dominées par divers lobbies, hyper actifs, hyper-puissants disposant de l'argument le plus convaincant qui soit, l'argent. Les États riches, dont la France, en sont à dédommager les pays pauvres victimes de nos prédatons avec quelques miettes. Pas plus. On soulage les effets et on maintient les causes. On signe un chèque d'indemnisation, une transaction honteuse pour continuer comme avant sans se priver, sans affecter le monde de la finance, sans effort collectif, sans modifier nos pratiques consuméristes, sans remettre en question la loi du profit, la voracité des grandes puissances, des pays dits « développés », qui sont à l'origine de ce désastre.

L'extractivisme

Fait significatif de la petite dernière des COP, la 27^e mascarade : les extractions et les exploitations de ressources fossiles n'ont jamais été remises en question. Une aberration absolue lorsqu'on sait que l'extractivisme est grandement responsable de l'augmentation

des gaz à effet de serre et du réchauffement climatique, que « l'extractivisme avale avec une extrême violence toutes les ressources de la planète pour les fondre dans l'immense chaudron du capitalisme » (3), que ces activités entraînent la destruction de forêts en capacité d'absorber du CO₂, et la fin programmée des populations qui ont le malheur d'habiter dans des espaces convoités comme l'Amazonie. Les magnats du pétrole, les grands patrons, les actionnaires de tous bords, tous ceux qui tirent des richesses faramineuses grâce au gaz de schiste, aux sables bitumeux (Dakota du Nord aux États-Unis, Manitoba au Canada), au pétrole, au charbon, tous ceux qui pillent les sous-sols de l'Afrique, de la Sibérie, du Chili peuvent dormir tranquille, il ne leur arrivera rien, si ce n'est des dollars. « Business as usual », la clim à fond.

Dennis Meadows

En 1972, Dennis Meadows, brillant scientifique du Massachusetts Institute of Technology, lance un pavé dans l'euphorie des Trente Glorieuses avec son ouvrage « Les limites de la croissance » coécrit avec son épouse, Donella et deux autres experts. Leur constat est simple : une croissance infinie dans un monde fini est impossible. Ce livre sera vivement critiqué, perçu à juste titre comme une menace pour le monde des affaires, et les décideurs tenteront en vain, de le garder sous le tapis vu que la machine à « produire, consommer, jeter » y était clairement condamnée. Les auteurs proposaient différents scénarios pour les quarante années à venir. Or, ce sont les plus sombres prévisions qui se sont réalisées. Dennis Meadows qui écrivait il y a cinquante ans « La croissance de la population et du capital accroît l'empreinte écologique de l'Humanité c'est-à-dire le poids que les hommes font peser sur les écosystèmes de la planète » (affirmation que plus personne ne peut nier en 2022), n'a aujourd'hui plus aucune illusion



sur le sujet : selon lui les dirigeants, malgré d'hypocrites promesses ne font que maintenir un modèle économique mortifère. La planète ressemble à un Titanic en perdition.

Sobriété subie

Les « éco-gestes », c'est mignon comme expression. Sauf que beaucoup les pratiquent depuis toujours, bien malgré eux, vu qu' ils sont trop pauvres pour se chauffer. La suggestion de « baisser le chauffage à 19° » sonne comme une insulte pour ceux qui l'ont tout simplement arrêté. Actuellement la France compte 5 millions de logements énergivores, considérés comme des passoires thermiques, dont 24% à Paris(4). A force d'échéances sans cesse repoussées, il faudra sans doute des lustres pour isoler correctement le parc des logements anciens majoritairement occupés par des foyers aux ressources modestes.

Le « col roulé » c'est tendance

Des solutions existent cependant, à la portée de tout un chacun. L'adoption du col roulé par exemple. En voilà une piste ! Décidément, ça vaut le coup d'avoir fait l'ENA ! J'irais encore plus loin. Pourquoi ne pas instaurer un nouveau code vestimentaire au Parlement, un décret qui obligerait col roulé, charentaises, gants et bonnet de laine pour tous les députés durant les mois d'hiver ? On baisse le chauffage à 18° et on réalise de grosses économies. Soit, mais l'hémicycle se vide, il ne reste plus qu'Elisabeth en doudoune et moufles tricotées maison, incapable de tourner les pages de ses notes, Yaël violacée grelottant au perchoir... Le 49.3 perd toute sa raison d'être. Ça se voit que j'ai pas fait l'ENA. Corbeille.

Les mesurette

Par préoccupation électoraliste, par manque de courage politique, sous la pression d'intérêts corporatistes, nos pitoyables dirigeants ont fait le choix du « progressif ». Dans cet intervalle d'inertie, certains continuent d'avoir froid, d'autres d'empoisonner les sols avec le glyphosate, d'autres encore de polluer l'atmosphère et la mer sans s'encombrer de scrupules. Nos élus sont les champions des mesures timorées, sans incidence significative, comme l'arrêt des vols intérieurs d'une durée inférieure à deux heures trente, alors que la Convention citoyenne pour le climat proposait l'arrêt des vols de moins de quatre heures (à ce jour, cette loi, pourtant bien timide, n'est toujours pas mise en application).

La fin des oiseaux

Concernant la biodiversité, preuve est donnée que Macron s'en moque éperdument puisqu'il autorise la chasse aux filets et aux cages pour les alouettes des champs, au nom du respect de traditions locales (devenues archaïques) (5). Rappelons que ces oiseaux sont en déclin et que les filets capturent également d'autres

espèces d'oiseaux tels que les grives, les merles et les rouges-gorges, qui tous finiront en sordides brochettes après avoir agonisé entre les mailles des pantés (nom de ce type de filet).



Lanterne rouge

Sans surprise, la France est à la queue du peloton des pays européens en matière d'énergies renouvelables, n'ayant pas rempli ses objectifs pour l'échéance 2020. Dans le domaine de ce qu'on appelle gentiment la « transition écologique », la France traîne des pieds. L'État français détient par ailleurs le triste privilège d'avoir été condamné le 14 octobre 2021 par le tribunal administratif de Paris pour préjudice écologique, inaction dans la lutte contre le réchauffement climatique, suite au procès intenté par le collectif d'associations « L'affaire du siècle »(6).

Éco-anxiété

Un néologisme de plus pour qualifier pudiquement le mal-être qui frappe surtout des jeunes angoissés des sombres perspectives de leur avenir. Parmi cette génération, des étudiants vivent sous le seuil de pauvreté, se lancent dans des études dont l'issue passera vraisemblablement par la case Unedic... à moins qu'un papa au bras long n'intervienne.

Allez, va consulter un psy... mais ne sois pas pressé, il faudra patienter un peu, les rendez-vous sont saturés. Ah? Mais comment cela se fait-il ? L'hôpital a été sacrifié sur l'autel de la rentabilité. Florian Vivrel, médecin urgentiste hospitalier, ne peut que confirmer que « l'idéologie néolibérale est incompatible avec le concept d'hôpital public » (7). La santé est devenue un marché parmi d'autres. Aujourd'hui on meurt dans les couloirs aux urgences. En attendant, le suicide des jeunes reste un sujet tabou. Motus.

Écoresponsables et intouchables

Pas dupe, je trie mes déchets, je récupère, j'achète en vrac, je me donne bonne conscience.

Le bon sens élémentaire permet de comprendre que nos gestes vertueux ont une portée minime tant que les super-riches polluent sans états d'âmes avec leurs yachts et leurs jets privés, tant que « le patrimoine financier de soixante-trois milliardaires français émet autant de gaz à effet de serre que la moitié de la population française » (8). Le petit peuple est invité à « faire des efforts », les puissants se gavent. Leur demander, alors que la plupart se serrent la ceinture, un peu de solidarité, une contribution, à coup sûr indolore, relève aussi bien d'une entorse aux dogmes de la droite que d'une trahison envers les copains. Créer un ISF climatique ? Taxer le kérosène, mais vous n'y songez pas ? Taxer les « superprofits » ? Quelle ineptie, on ne mord pas la main qui nous nourrit, enfin ! La rhétorique oiseuse du ministre en col roulé pour justifier encore et toujours son choix d'épargner les grosses fortunes ne convainc que ceux qui en bénéficient. Silence, écoutons le doux murmure du ruissellement ... dans les paradis fiscaux (9).

Écoféminisme de salon

Sandrine et sa sortie sur le barbecue viril nous a fait du tort. Ce féminisme infantile de bourgeoise privilégiée n'a strictement rien à voir avec le vécu d'une femme battue, d'une femme violée dans la rue, ou dans le cadre conjugal, harcelée au travail, soumise au chantage sexuel d'un patron, d'une fille contrainte au mariage. Déconnectée du réel Sandrine, et c'est bien regrettable non seulement pour toutes les femmes confrontées au machisme au quotidien, mais aussi pour le discrédit qu'elle jette sur les luttes féministes et écologistes. (Sandrine au placard !).

Un monde nouveau

Grâce à son documentaire diffusé sur Arte, Cyril Dion, écrivain et militant écologiste, apporte une bouffée d'air frais, bien plus qu'une lueur d'espoir. Face aux défis auxquels l'humanité se trouve confrontée, il invite à résister, partager, innover. Il propose à travers des rencontres sur le terrain, des solutions, des initiatives collectives réussies au niveau local, que ce soit dans le domaine de l'agriculture, de la gestion de l'eau ou de la préservation des écosystèmes.

À voir avec les jeunes jusqu'au 30 mai 2023. [Edwige]

*Voltaire, Candide, 1759.

1- AFP 28 juillet 2022.

2- Rapport WWF France, 2018.

3- Comité pour l'abolition des dettes illégitimes, 1er septembre 2015.

4- <https://start.lesechos.fr/>, 26 novembre 2022.

5- Ligue pour la protection des oiseaux, publication d'octobre 2022.

6- Vie publique, 21 octobre 2021.

7- Blog Médiapart, 25 février 2022.

8- Greenpeace. Climat et milliardaires. 21 juillet 2022.

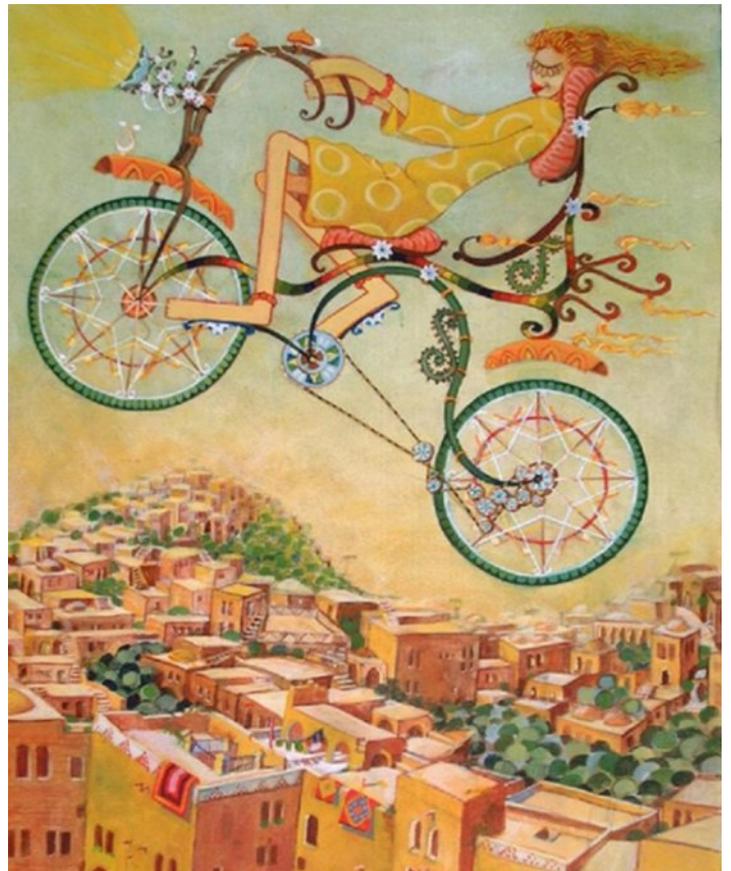
9- J'en ai une paç mal : la prochaine fois Marine ne prendra pas la RN pour se rendre à l'Élysée, elle prendra l'autoroute. La grogne populaire pourrait bien profiter à l'extrême-droite.

Sobriété – Décroissance – Quel avenir ?

Le mouvement pour la décroissance, initié dans les années 1960 et largement décrié pendant longtemps, revient sur le devant de la scène face à la surexploitation des ressources et à l'augmentation incessante du coût de la vie, que ce soit celle de l'énergie ou de l'alimentation.

Les recommandations de sobriété du président Macron, des mesurette pour valider la bonne conscience écologique, nous laissent songeurs tant elles sont éloignées de la réalité de vie de nombreuses personnes. « la sobriété sans égalité, c'est l'austérité pour les plus pauvres » dénonce Maxime Combes (1).

Une des raisons principales qui a donné mauvaise presse au mouvement de la décroissance est son nom : décroissance, car celle-ci est assimilée à un refus de la croissance, du progrès, des bienfaits du monde moderne, c'est à dire ce sur quoi se base l'économie des puissants, capitalistes néo-libéraux. Ils nous gouvernent depuis de nombreuses décennies et ne peuvent laisser dire que leurs projets sont néfastes. Décroissance n'est pas récession, mais « aller vers une économie stationnaire en relation harmonieuse avec la nature où les décisions sont prises ensemble et où les richesses sont équitablement partagées » affirme Timothée Parrique(2).



Examinons d'un peu plus près ce qu'est la croissance, celle que vénèrent nos responsables politiques. C'est l'augmentation « nécessaire » de la valeur économique produite annuellement par un pays. Cette valeur économique est calculée grâce à l'indicateur PIB, produit intérieur brut.

Le PIB prétend mesurer la valeur des activités du pays, mais ceci n'est pas vraiment juste, de quelle valeur parle-t-on ? En effet, le PIB :

- > exclut les activités bénévoles,
- > sous-estime les activités de la sphère publique,
- > comptabilise les activités néfastes en positif,
- > ne prend pas en compte les processus naturels.

De quel progrès parle-t-on ? Du saccage du vivant ? Des dérèglements climatiques ? Des fermetures des services publics ?

Quid de la qualité de vie ? de l'emploi ? des inégalités ? de la pauvreté ?

De tels autres indicateurs n'intéressent pas les tenants d'un « système qui place la sphère économique comme outil de domination, attribuant un statut d'objet aux dominés » note Alessandro Pignocchi (3). Les valeurs sociales, de bien-être, sont réduites à leur seule valeur marchande.



La décroissance s'inscrit, à l'inverse, comme le développement de la société dans un « esprit de justice sociale et de souci du bien-être » (4) des vivants, humains et non humains.

Il y a plusieurs chemins pour y parvenir, à commencer par celui de déconstruire le mythe de la croissance, ce mythe inculqué pendant des décennies : la croissance apporte l'abondance..., un confort de vie technologisé et désormais numérisé..., elle nous encourage à suivre les bons conseils de consommation grâce à la publicité..., elle éradiquera la pauvreté..., permettra le plein emploi..., et plus récemment la croissance verte respectera l'environnement...

Tous ces arguments sont faux, l'actualité nous le démontre chaque jour.

Décroître, c'est « Déserter le capitalisme sans attendre les politiques », nous dit clairement Timothée Parrique. Vu l'urgence qui se joue, la résolution des catastrophes ne peut attendre le temps du politique. Quel qu'en soit le gouvernement, notre pays ne peut pas, à ce jour, prendre des décisions fortes seul : il est en effet lié par une quantité d'accords, tant avec l'Union européenne pour la politique agricole commune par exemple, qu'au niveau international à l'Organisation mondiale du commerce par les nombreux accords de libre-échange signés en tant que pays membre de l'UE.

Les diverses négociations dans ces cénacles ne doivent pas pour autant être abandonnées, mais elles sont et seront toujours insuffisantes. Prenons l'exemple des négociations COP : celles-ci sont incapables de s'opposer à la croissance économique et financière mondialisée débridée, principale cause du dérèglement climatique. Pourtant tout le monde s'accorde pour affirmer qu'il est urgent de prendre des mesures pour

réduire et même arrêter de produire des énergies fossiles, principales responsables de la catastrophe climatique. Mais comme aucun débat n'a eu lieu sur cette question dans les COP (excepté la COP 26 à Glasgow), « la seule issue est de reterritorialiser la question climatique. Chaque gouvernement, région et ville doit s'atteler à implanter des politiques climatiques ... largement débattues et socialement justes ... la sobriété ne peut plus être considérée comme liberticide et punitive » (5). La seule issue pour ne plus dépendre de la croissance, c'est de reterritorialiser la politique par une sobriété choisie au

service du vivant.

Toutes ces raisons nous amènent à penser qu'il est indispensable d'organiser dès maintenant les luttes localement pour une autonomie territoriale. Se réapproprier les moyens de production (6) énergétique et alimentaire avec sobriété et égalité est à ce niveau encore possible. Les territoires en lutte le démontrent.

[Jacqueline]

1. In Nature et Progrès n° 140 – Maxime Combes - la sobriété sans égalité, c'est l'austérité pour les plus pauvres.
2. Timothée Parrique – Ralentir ou Périr -Le Seuil - 2022.
3. Philippe Descola – Alessandro Pignocchi -Ethnologie des mondes à venir - Le Seuil – Anthropocène - 2022
4. Timothée Parrique – Ralentir ou Périr – Le Seuil - 2022
5. <https://tinyurl.com/27wayf7j>
6. Bertrand Louart – Réappropriation, jalons pour sortir de l'impasse industrielle" (La Lenteur, 2022)

À la marge de la marge

La récente médiatisation de la mobilisation contre l'implantation d'une nouvelle « méga-bassine » à Sainte-Soline dans les Deux-Sèvres le 29 octobre dernier montre une fois encore la volonté étatique de criminalisation des luttes politiques. Derrière la sensationnelle qualification d'« écoterroriste » utilisée par le ministre de l'intérieur pour désigner une partie des opposants au projet, c'est bien une stratégie de longue date qui est mise en œuvre pour tenter de briser tout mouvement contestataire prenant de l'ampleur.

L'idée n'est pas nouvelle en effet : désigner parmi les opposants une « minorité violente » censée s'être immiscée « en marge » d'une mobilisation, et justifier ainsi de mesures de répression qui toucheront l'ensemble du mouvement, est une technique largement éprouvée. Des gilets jaunes aux zadistes, en passant par les écologistes, les sans-papiers, les féministes ou les lycéens, les qualificatifs ne manquent pas pour disqualifier celles et ceux qu'il faut punir en les assimilant à des « casseurs », des « délinquants », des « terroristes »...

Pourtant, la répression n'épargne personne, et il n'y a pas, comme voudrait nous le faire croire schématiquement l'État, de « bons » ou de « mauvais » manifestants, de « bonnes » ou de « mauvaises » méthodes, pour s'opposer à un projet dévastateur ou une loi antisociale. Cette catégorisation présente évidemment des avantages certains pour le pouvoir en place : elle permet d'invisibiliser le caractère politique des actions menées et de nier que ce sont pour leurs idées que des militantes ou militants sont arrêtés, inculpés ou jugés (1). Les chefs d'inculpation utilisés n'y trompent pas : « participation à un groupement en vue de la préparation de violences ou dégradations » (un an de prison), « participation à une manifestation en étant porteur d'une arme », y compris par destination – c'est-à-dire n'importe quel objet utilisé comme projectile – (trois ans de prison et 45 000 euros d'amende), « participation à un attroupement » dans certaines circonstances (après sommations, en étant porteur d'une arme ou en dissimulant son visage)...

Dans le cadre de la manifestation du 29 octobre à Sainte-Soline, qui fut interdite au préalable par le préfet du département, cinq personnes furent interpellées et jugées par le tribunal correctionnel de Niort ce lundi 28 novembre. L'un de leurs avocats rapporte : « Il y avait des instructions qui avaient été données non seulement au préfet de réprimer sévèrement toute cette manifestation, et ensuite il avait aussi donné instruction au procureur, dès lors qu'il y avait des interpellations, d'envoyer directement ces personnes en

comparution immédiate. Et donc là, on a effectivement cinq personnes pour le simple fait d'avoir participé à cette manifestation (2) ». Les dispositifs de répression sont élaborés bien en amont des mobilisations et permettent de prévenir toute contestation politique en définissant au préalable le curseur des actions qu'il sera possible de mener ou pas, et donc le « niveau » de répression qui sera privilégié.

Cet acharnement judiciaire est également présent dans bien d'autres luttes. C'est le cas de celle contre l'enfouissement de déchets radioactifs à Bure où de multiples perquisitions ont été menées, une cellule spéciale de gendarmerie a été créée, 16 000 heures d'écoute réalisées et un million d'euros de procédure mobilisés. Et là encore, les opposants sont criminalisés : les sept d'entre elles/eux qui ont comparu en septembre 2021 devant la cour de première instance de Bar-le-Duc le furent au titre d'« association de malfaiteurs » (3), chef d'inculpation habituellement utilisé dans le cadre de la répression du grand banditisme ou du terrorisme dit « islamiste ».

Mais le gouvernement ne s'arrête pas là. Quelques jours seulement après la manifestation dans

les Deux-Sèvres, une circulaire « d'exception », signée par le garde des sceaux Dupond-Moretti, a été adressée aux procureurs de France pour les enjoindre à punir de manière expéditive et exemplaire toutes les personnes qui s'en prendraient à des « projets d'aménagements du territoire » (4). Le projet de loi Lopmi (Loi d'orientation et de programmation du ministère de l'Intérieur) en cours d'élaboration prévoit quant à lui toute une batterie de mesures liberticides avec notamment la généralisation des « amendes forfaitaires délictuelles ». Créées en 2016, ces amendes permettent aux forces de l'ordre de prononcer une sanction pénale en-dehors de tout procès en administrant directement et arbitrairement la sanction, sans juge, sans débat, sans possibilité de se défendre. Ces « amendes délictuelles » très lourdes visent les cas de blocages de routes, les entraves à la circulation, où les occupations de lieux d'études (lycées, facs).

Face à la répression croissante et à venir des mouvements sociaux ou écologistes, il importe de casser les processus d'isolement et de marginalisation mis en place afin de diviser nos luttes. Des actions de solidarité et des méthodes de défenses collectives permettent de réaffirmer le caractère politique des causes qui sont défendues pour le bien commun de chacun, non celui d'une minorité s'accaparant le pouvoir et les richesses à la marge de tous les autres. [Fred]

1. Vanessa Codaccioni « Répression, L'État face aux constations politiques », Editions Textuel - 2019
2. Y. Falt - Franceinfo 28 nov. 2022
3. Deux d'entre furent condamnés en première instance à 12 et 9 mois fermes. Le procès en appel débute le 28 novembre 2022 pour trois jours à la cour d'appel de Nancy.
4. A. Poinsot / C. Polloni - Médiapart 15 nov. 2022



Le réseau Terres Vivantes en Cévennes part du constat que le développement moderne capitaliste basé sur l'exploitation continue des ressources limitées de la planète ne peut mener que droit au mur.

À mesure que s'accélère la dégradation des conditions de vie sur terre, nous sommes de plus en plus nombreux.·es à nous sentir tenaillé.e.s par la colère et l'absence d'horizon. Qu'attendre d'un énième catalogue de promesses venant du politique ? Seul un basculement radical - un soulèvement - pourrait permettre d'atténuer le réchauffement climatique et la 6ème extinction massive des espèces .

Au fond, nous le savons, il ne nous reste aujourd'hui plus d'autre voie que de mettre toutes nos forces dans la bataille pour limiter le désastre en cours,

- abattre le système économique dévorant qui l'engendre,
- construire des résistances et des alternatives à l'ordre néo-libéral partout là où nous le pouvons,
- Transformer notre manière de nous comporter, de penser et d'interagir avec le vivant.

Nos engagements :

> **développer l'autonomie matérielle et politique**, par la mise en réseau et le renforcement des alternatives collectives et solidaires existantes, dans un but de se réappropriier les moyens de subsistance et de gouvernance locale.

> **préserver les terres agricoles** est un enjeu majeur pour l'humanité : pouvoir produire et s'alimenter avec les ressources locales, sans intrants chimiques qui détruisent les sols et la vie et sans éprouver le besoin de commercer avec le monde entier pour s'approvisionner comme l'impose le capitalisme marchand et industriel.

Cela implique :

- d'assurer une veille sur les ventes de terres, mettre en place des structures collectives locales prêtes à les acquérir,
- de faciliter l'accueil, la formation et le soutien de futurs agriculteurs.trices
- de s'appuyer sur un réseau de militants pour la mise en œuvre.
- de redéfinir les espaces communs où les cultures vivrières auraient leur place.

> **bloquer tout projet destructeur** en réunissant toutes les forces locales. Les expériences réussies en ce domaine sont nombreuses et s'appuient sur un combat local et des échanges globaux.

> **développer chez l'humain** de nouvelles pensées afin de réintégrer le vivant dans nos vies.

> **définir des possibles post-capitalistes** : préserver la diversité, tant celle des humains que de l'ensemble du vivant et évoluer vers un monde où chacun, humain et non humain, intègrerait une place à part égale.

[Réseau Terres Vivantes en Cévennes]

contact : terres-vivantes-en-cevennes@riseup.net

Manifeste pour une autonomie alimentaire locale du Piémont et des Vallées Cévenoles

Le réseau « Terres vivantes en Cévennes » souhaite engager la recherche de terres disponibles et une veille sur celles occupées ou à transmettre. Si vous avez connaissance de terrains agricoles disponibles, vous pouvez nous le faire savoir à l'adresse mail indiquée en bas du Manifeste.

Nous, habitants du Piémont et des vallées Cévenoles, tenons à affirmer notre inquiétude face à la faible capacité d'autonomie alimentaire de notre territoire. Le contexte post Covid, la guerre en Ukraine, la crise énergétique et climatique n'ont fait qu'aggraver cette situation engagée depuis plusieurs décennies par l'agro-industrie.

En cas de crise majeure, on nous annonce une autonomie de trois jours dans la plupart des grandes métropoles : sommes-nous certains de faire bien mieux dans nos communes pourtant rurales ? D'après CRA-Ter (calculateur de résilience alimentaire des territoires) une ville comme Anduze ne couvrirait que 4% de ses besoins alimentaires, Saint Hippolyte 3%, Saint-Etienne Vallée Française 9%.



Pour aller résolument vers l'autonomie il nous faudrait au moins trois choses : des terres, des paysans et des lieux pour les loger.

Or à ce jour, il devient de plus en plus difficile de permettre l'installation de maraîchers et autres producteurs

locaux, impossible de trouver des terres, des lieux d'habitat, pourquoi ?

L'achat de lieux de vie incluant une surface cultivable et une ressource en eau est soumis à la spéculation foncière et devient inabordable pour un paysan. De nombreuses terres et habitations qu'elles soient achetées en tant que résidences secondaires par des plus riches ou par des sociétés agricoles à la recherche d'un profit maximal gèlent nos possibles ressources locales.

Le modèle alimentaire industriel et marchand qui nourrit la majeure partie de la population est une machine à produire au moindre coût et sans aucune précaution écologique, une machine à confisquer les savoirs et savoir-faire, à enrichir le système marchand et industriel, à déshumaniser notre rapport au vivant.

Pourtant nous ne sommes pas sans ressources si nous décidons de reprendre l'avenir de nos territoires en main. Nous devons enrayer la disparition des terres agricoles disponibles, faire pousser de nouvelles fermes, installer de nombreux paysannes/paysans.

Le système capitaliste qui nous gouverne organise la misère par l'épuisement et le pillage des ressources alors même qu'il octroie l'abondance au plus petit nombre. Organisons une réelle sobriété choisie en réponse à nos besoins essentiels pour combattre ce système. Nous sortirons de la survie permanente non pas en obéissant aux injonctions de sobriété prônée par le gouvernement, celle du « chacun doit faire sa part » mais en reprenant un pouvoir collectif.

Le chemin que nous devons prendre n'est pas celui de l'individualisme tel qu'imposé par le système libéral. Quand nous sommes seuls et que nos moyens de subsistance nous sont confisqués, nous sommes vulnérables.

Les solutions existent :

> Constituer des comités de veille sur les transmissions de terres agricoles, au niveau communal en allant questionner les voisins, l'information est souvent connue,

> les communes doivent se donner les moyens de préempter les ventes de terres et aussi de réfléchir à la mise en place d'espaces dédiés à l'habitat léger comme le permet la loi,

> Les foncières permettent l'achat de terres collectivement pour les mettre à disposition, la loi sur les terres en friche n'est jamais utilisée.

Nous, habitants de ce territoire, en unissant nos volontés collectivement et localement, en retrouvant du sens commun, en nous réappropriant ce qui devrait appartenir à tous, nous construirons le monde de demain.

[Réseau Terres Vivantes en Cévennes]

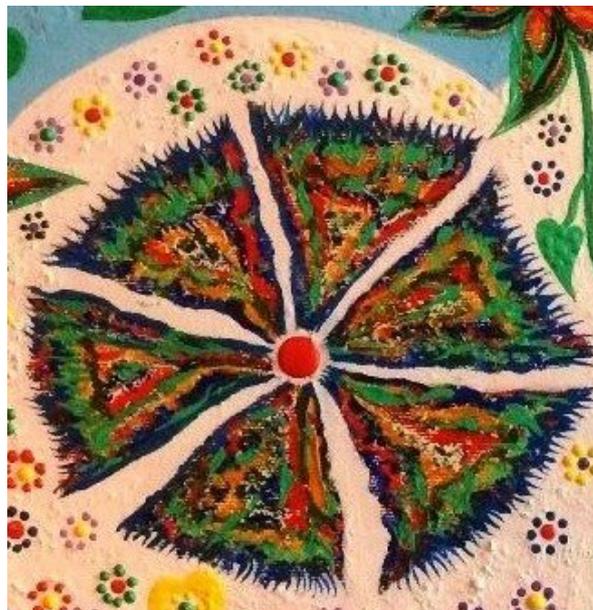
terres-vivantes-en-cevennes@riseup.net

Pourquoi un rond-point ?

Face à un projet inutile et coûteux à Mialet, celui de rond-point dans la traversée du hameau de Luziers, un collectif citoyen réagit.

Elu sur la liste « Mialet, un nouvel horizon » dont le programme promettait démocratie participative, concertation avec la population, mesures écologiques, le maire a rapidement tourné sa veste, reconstitué une majorité avec l'opposition et des élus restés à sa botte. Depuis le tableau est désolant, demandes écrites sans réponse, réunions de commissions sans documents, débat impossible, PLU sans concertation, aucun échange sur les grands enjeux financiers.

Ajoutons un climat de haine entretenu dans la commune pour des motifs d'opinion politique, de choix de vie et surtout le « vous n'êtes pas d'ici !! ». Ainsi lors du conseil municipal du 23 juin 2022, l'agression verbale et les menaces envers deux élues, n'a suscité aucune réaction de la part du maire, ce qui les a conduites à déposer plainte.



Tout cela a écoeuré et poussé à démissionner plusieurs conseillers ; il ne reste que 3 conseillers fidèles aux valeurs que nous soutenons mais qui souffrent d'être marginalisés et ostracisés.

Et voilà que le maire a fait voter à son conseil le projet de faire aménager un rond-point dans la traversée de Luziers de la D50 au croisement avec la route 50A qui dessert le Mas Soubeyran, Trabuc, les Puech.

Nous sommes d'accord sur la nécessité de limiter la vitesse dans la traversée de Luziers, et qu'il faut améliorer le croisement avec la 50 A, même si nous n'avons pas eu à y déplorer d'accidents. Mais nous pensons que ces questions peuvent être résolues par des procédés plus sobres et que l'argent de la commune et du département pourrait être mieux utilisé pour des projets plus utiles dans le contexte actuel de sobriété énergétique et de difficultés sociales.

Ni la population, ni les élus opposés à ce projet n'ont pu remettre en cause son coût disproportionné (annoncé d'abord à 400,000€ puis diminué de moitié et susceptible d'être subventionné par le département), et le non respect des paysages ruraux un atout de notre commune. Le projet n'a fait l'objet d'aucune réelle concertation des mialétains, hormis la réunion de 20 à 25 personnes, le 9 juin chez un particulier, dont seuls les habitants de Luziers et du Mas Soubeyran ont été informés. Pourtant tous les mialétains sont concernés pour leurs déplacements, et aussi par l'usage qui est fait de leurs impôts. Ils auraient dû être invités à en débattre dans un espace public.

Au contraire, le 24 octobre dernier, en ouverture du conseil municipal, et en présence de cinq gendarmes postés devant la mairie (pour parer sans doute à des menées subversives!...), le maire de Mialet s'en est pris à notre collectif de citoyens mialétains qui, au travers d'un tract adressé à la population, demandait au

conseil municipal de reporter la délibération sur ce projet en attendant d'une concertation de l'ensemble des habitants.

Nous refusant toute légitimité à nous exprimer, il a qualifié ce tract de « chiffon » et son contenu d'« accusations honteuses, discriminatoires, remplies d'inepties, de mensonges et de contradictions ». Le même jour, dans un droit de réponse exercé dans les colonnes de TV Languedoc sur le même sujet, il avait qualifié ce tract de « calomnieux et infamant ».

Nous appelons à ce que les différentes solutions possibles pour améliorer le croisement et réduire la vitesse à Luziers soient enfin présentées et mises en débat afin que l'argent de nos collectivités (issu de nos impôts) soit consacré à des projets socialement et écologiquement plus utiles qu'un rond-point !

[Collectif Citoyen de Mialet]

Notre langue et notre savoir en faillite volontaire ?

Le geste est précieux, le savoir sacré, le langage fondamental
perdre cette richesse nous conduit à une aliénation humiliante

Alors que notre langue, par une prédation acharnée se disloque en une absurdité désastreuse, nous condamnons l'héritage de notre pensée, de notre connaissance, de notre imaginaire à une peine de mort sans appel.

Notre salut est en jeu

Il va de l'acte du savoir faire, du savoir dire, ce geste précis, cette attention parfaite, de cette mémoire presque innée, de chaque détail à soigner son travail, de sa parole qui, à force d'élégance et de maturité devient dans sa simplicité, une véritable œuvre d'art.

il suffit alors de regarder l'artisan, l'artiste, l'écrivain, le paysan accomplir ce pourquoi il donne un sens à sa vie.

il suffit de se laisser apprivoiser par la beauté du geste maîtrisé, de la parole libérée pour effleurer l'intime, atteindre la raison, l'intelligence dissidente.

il suffit de se laisser porter par notre langue pour pouvoir contempler ce qui vient d'être accompli.

D'effondrement, tout nous menace et notre langage en est l'incontestable victime.

détourné, manipulé, anglicisé anémié par tant de métamorphose,

converti en petits signes infantiles, émoticônes,

nous prétendons évoluer vers une meilleure compréhension de nous mêmes.

quel désastre, quelle misère, quelle réduction de soi, de l'autre et de tout ce qui depuis notre naissance résonne dans nos têtes comme étant le plus bel outil offert à notre pensée, à notre parole, à notre raison.

C'est toute une musique qui est mise en péril.

Usurper une langue à un peuple, c'est le soumettre à une servitude tranquille, c'est lui couper ses racines, c'est le forcer à devenir complice de sa fin.

C'est asseoir la suprématie des dominants, de leur délinquance de leur imposture sans résistance.

Confisquant toute la beauté et la richesse de notre langage pour en faire un sabir brutal et malveillant, ils s'engagent à appauvrir toute notre histoire, toute notre culture dans la plus parfaite indifférence, la plus misérable des ignorances. [anna]

La prochaine guerre qui vient...

Qui parle autour de nous de la guerre, celle qui se déchaîne en Europe de l'est à quelques 2000 km d'ici ? Et l'Europe n'est-elle pas impliquée ? Pourtant, on pourrait croire qu'elle se déroule sur un autre continent et ne nous concerne pas. Évidemment que nous subissons la pénurie de gaz et les prix élevés du carburant et autres produits, notamment alimentaires comme de mauvais dommages collatéraux. Mais a-t-on conscience que l'escalade en cours fait que jamais le monde n'a été si proche d'une guerre globale et nucléaire ? La plupart des personnes considèrent que ce scénario est invraisemblable parce qu'inconcevable.

La guerre à nos portes est entrée dans une phase cru-



ciale et dangereuse. Après l'invasion de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022, la confrontation s'est principalement déroulée entre les deux armées dans le but de faire pression puis de conquérir du terrain du côté russe et de le défendre et le reconquérir du côté ukrainien. L'OTAN est dès le départ partie prenante dans cette confrontation et participe du problème en l'exacerbant et s'impliquant de plus en plus.

Ainsi, les Occidentaux, gouvernements, représentants politiques, médias et sociétés civiles, à de rares exceptions près, n'abordent pas la question des négociations qui pourtant un jour ou l'autre devront être entamées. Un procédé classique pour éviter ce débat est de diaboliser le pouvoir russe en général et le Président Vladimir Poutine en particulier (comme avant lui, l'irakien, le libyen, le syrien...). Pourquoi complexifier le sujet en s'embarrassant d'une analyse historique ou des enjeux géopolitiques sous-jacents ? L'hystérie est telle qu'il est même inutile de prendre en considération les positions de près de deux tiers des États du monde qui ne partagent pas la conception de l'OTAN et de ses alliés. Il est quasi impossible d'évoquer l'idée que l'Ukraine subit une guerre par procuration et que

ses dirigeants ne sont pas maîtres de leurs décisions.

Il ne s'agit pas de justifier l'invasion russe, d'ailleurs une très large majorité des États et de leurs populations l'ont dénoncée comme une violation évidente et flagrante de la souveraineté de l'Ukraine. Mais prendre en considération les raisons de cet acte belliciste est indispensable pour sortir de cet engrenage. Il est de l'intérêt de l'Ukraine d'emprunter cette voie qui, faut-il le rappeler, au mois de mars/avril s'était engagée avec la direction russe dans des négociations qui semblaient pouvoir aboutir à une entente : garantir la neutralité de l'Ukraine tout en protégeant sa sécurité. Pour les va-t-en guerre dans l'OTAN, en premier lieu la Grande-Bretagne et les États-Unis ainsi que la Pologne et les États baltes un tel accord était inacceptable et ils

l'ont contrecarré. Ils ont fait le choix de l'anéantissement de tout un pays par la Russie, d'enfoncer des populations entières du monde dans la pauvreté et la famine, de subir un ravage écologique sans précédent, et de s'approcher dangereusement d'une déflagration nucléaire. Dans le but déclaré d'affaiblir voire de détruire la Russie.

Lorsque la centrale nucléaire ukrainienne de Zaporija, sous contrôle russe, subit régulièrement des tirs et qu'il faut craindre des fuites radioactives ou un accident ; le pont reliant la Crimée à la Russie est gravement endommagé par des explosions ; les pipelines transportant du gaz russe vers l'Allemagne par la mer baltique sont durablement détruits ; le barrage hydraulique est attaqué par des missiles risquant d'inonder toute la ville de Kherson ; des bateaux de guerre russes sont ciblés par des drones sous-marins ; un missile est tiré sur la Pologne pour en faire porter la responsabilité au pouvoir russe, etc., quelle est la réponse russe ? Un bombardement étendu des infrastructures militaires et civiles, de l'alimentation en eau et électricité, des destructions qui plongent chaque jour l'Ukraine un peu plus dans le chaos. Pour sortir de cet engrenage

l'utilisation de l'arme nucléaire semble de moins en moins relever de la fiction.

Les experts bellicistes occidentaux nous expliquent que s'il y a une menace d'une frappe nucléaire celle-ci ne pourrait provenir que du pouvoir russe. Cette opinion fait toutefois l'impasse sur deux points : La nouvelle stratégie nucléaire que viennent de présenter les États-Unis qui prévoit que les armes nucléaires constituent son « socle » et seront dorénavant prêtes pour une « première utilisation » en cas de menace stratégique pour les USA ou ses alliés et non plus uniquement en réponse à une frappe de l'adversaire. Il s'agit là d'un changement de paradigme. En conséquence, dès décembre l'arsenal nucléaire stationné en Europe sera modernisé.

Et, comme le rappelle Noam Chomsky, le document du Commando stratégique (STRATCOM) « Essentials of Post-Cold War Deterrence » (Les bases de la dissuasion après la guerre froide) datant de 1995 mais rarement pris en considération, est plus que jamais d'actualité. Le commandement militaire « continue de demander que les États-Unis représentent une "personnalité nationale" d'"irrationalité et de vengeance" avec quelques "éléments incontrôlables". Cela dissuadera ceux qui pourraient avoir l'idée de s'en mêler. C'est la "doctrine Madman" (fou furieux) [...] confirmée antérieurement dans le document officiel » (1) de 1995. Cela signifie que les USA érigent l'imprévisibilité en doctrine. Combinée avec la nouvelle approche qui brouille la distinction entre conflit « conventionnel » et guerre nucléaire, il y a de quoi se soucier.

En réalité, les États-Unis se préparent déjà à la prochaine étape, à la prochaine guerre. Pour l'instant la Russie est selon leur Ministère de la défense « le principal rival des États-Unis avec les forces nucléaires les plus diverses et les plus capables » (2). Cependant selon la nouvelle Stratégie états-unienne la

Chine représente « le défi le plus fondamental et le plus systémique (...), le danger le plus profond et le plus grave pour la sécurité nationale des États-Unis » (3).

Addenda

1. Il avait été convenu à la COP de Copenhague en 2010 qu'à partir de 2020 chaque année 100 milliards de dollars seraient versés aux pays « en voie de développement » victimes du dérèglement climatique causé par les États industrialisés. Or jusqu'à présent ces sommes nullement à la hauteur des besoins pour parer aux catastrophes subies dans le « Sud » n'ont pas été versées. Par contre les gouvernements de ce monde dépensent annuellement plus de 2 100 milliards de dollars dans le secteur militaire. L'hypocrisie est telle que les USA ont imposé lors des négociations de Kyoto que les dégâts écologiques causés par le secteur militaire ne soient pas pris en compte dans le bilan climatique.

2. Dans les quatre prochaines années les livraisons de gaz de schiste états-uniens vont se substituer à celles russes. Ce gaz de schiste qu'il faut liquéfier (GNL) est transporté par des navires-citernes des États-Unis vers l'Europe. Pour le débarquer des installations adaptées doivent encore être construites. Ainsi les USA peuvent diminuer leurs surcapacités de gaz de schiste au prix fort, stabiliser son prix localement pour payer leurs investissements et éviter une crise financière. Ils sont clairement les gagnants de cette guerre du gaz tandis que l'Europe passe d'une dépendance de la Russie au gaz bon marché à celle des États-Unis au prix de gaz décuplé. Aujourd'hui, il

n'est plus question des dégâts écologiques qu'entraîne tout le cycle de l'extraction, la liquéfaction, le transport, l'acheminement et regasification et enfin l'utilisation... [Tissa]

1. Truthouth, <https://tinyurl.com/yc4cydaa>

2. L'Humanité, <https://tinyurl.com/39zh28mn>

3. Sud Ouest, <https://tinyurl.com/bdz5ucds>

